

La création de Podemos dans l'État espagnol a représenté une tentative importante pour construire un parti de masse antinéo-libéral et pluraliste à gauche du social-libéralisme. Cette expérience, qui a très bien commencé, s'est finalement très mal terminée. Le titre de cet article, de ce fait, aurait pu être « Splendeur et crépuscule de Podemos... en tant que projet politique émancipateur ». Et, pour cette même raison, son sous-titre aurait aussi bien pu être « Bilan et leçons de l'action d'Anticapitalistas »[\[1\]](#).

Podemos a pu surgir parce que les gauches social-démocrate et eurocommuniste se trouvaient dans une impasse après la crise de 2008. L'irruption des Indignés du 15-M (15 mai 2011) a été le catalyseur de l'apparition de nouvelles attentes politiques dans une situation caractérisée par la montée irrésistible, à droite, du Parti Populaire (PP) face au gouvernement socialiste de José Luis Rodríguez Zapatero. Izquierda Unida (IU) s'est avérée incapable de s'opposer aux politiques néolibérales et quant au Parti Socialiste Ouvrier Espagnol (PSOE) il en a été un des maîtres d'œuvre. Ces deux partis avaient hérité du lourd fardeau que constituait le fait d'avoir participé à la création du régime de la Transition au prix d'un pacte politique avec les forces issues du franquisme qui s'est traduit par la Constitution Espagnole (CE) de 1978. Tous deux ont fait partie de ce régime et le PSOE en a même été l'un des principaux piliers.

Par ailleurs, on assistait à une profonde apathie et démobilité sociale, provoquées en premier lieu par la stratégie erronée de la recherche d'un pacte social à tout prix (la « concertation sociale ») adoptée par les syndicats majoritaires, les Commissions Ouvrières (CC.OO) et l'Union Générale des Travailleurs (UGT), et par l'incapacité des syndicats minoritaires à construire une nouvelle hégémonie au sein du mouvement ouvrier, à l'exception des syndicats nationalistes de classe LAB et ELA au Pays basque. Cela a permis la réforme de l'article 135 de la Constitution qui a fait du paiement de la dette publique une priorité dans le budget général de l'État, et l'adoption de deux réformes du travail régressives. Il y a eu d'abord celle approuvée par le gouvernement socialiste de Zapatero, aggravée ensuite par le PP parvenu au pouvoir sous la présidence de Mariano Rajoy qui a réduit comme peau de chagrin les négociations collectives, limité le rôle des syndicats dans les entreprises et attaqué ou supprimé des droits importants des travailleurs. Cela a conduit à une vaste déflation salariale, à l'accroissement des inégalités, à un poids accru des rentes du capital relativement à celles des salariés dans le Produit Intérieur Brut (PIB), à l'extension de la précarité sociale et à l'aggravation de la pauvreté, avec une incidence particulière dans la jeunesse pratiquement exclue du marché du travail.

Tout cela a conduit au surgissement du Mouvement du 15-M en tant que protestation face à la détérioration de la situation sociale et en tant que réaction face au marais politique. S'est alors ouverte une fenêtre pour modifier substantiellement le paysage politique dans l'État espagnol. Podemos est venu combler ce vide et s'est proposé comme outil pour créer un nouveau rapport de forces sur le terrain politique qui, en se perpétuant, aurait pu aider à renforcer l'organisation et la mobilisation sociale. Mais Podemos a décliné rapidement jusqu'à la décrépitude en acceptant le cadre discursif et les limites de la constitution de 1978, l'économie de marché et l'Union européenne comme unique horizon possible. Cela a conduit à l'échec du projet Podemos et à une défaite pour la gauche qui l'avait impulsé. Pourtant, il était indispensable de s'y être lancé. Et justifié.

Le 15-M (forces et faiblesses) dans la généalogie et la raison d'être de Podemos

L'irruption du mouvement des Indignés (15-M) sur les places et dans les rues de Madrid, puis son extension à l'ensemble de la population de l'État espagnol, englobant les nations de Catalogne, du Pays basque et de Galice, ont marqué l'apparition sur la scène des mobilisations sociales d'une nouvelle génération qui ne s'identifiait pas aux partis politiques parlementaires (« ils ne nous représentent pas »), qui était particulièrement affectée par les politiques d'austérité (« cette crise nous ne la paierons pas »), qui faisait face aux élites financières bénéficiaires des aides de l'État consacrées au sauvetage du système bancaire (« ce n'est pas une crise, c'est une escroquerie ») et qui rejetait les limites du régime politique (« ils l'appellent démocratie mais ce n'est pas ça »).

C'était donc un mouvement dirigé contre le régime mis en place en 1978, avec des demandes démocratico-radicales qui mettaient en cause le modèle bipartite imparfait incarné par le PSOE et le PP, mais également « l'alternance » à la tête de l'État – avec un gouvernement tantôt socialiste, tantôt conservateur – et le système électoral. Mais il s'est constitué également comme mouvement anti-austérité face aux politiques économiques et sociales dévastatrices et bafouant la souveraineté populaire, en particulier la réforme de l'article 135 de la constitution et le sauvetage du système bancaire espagnol qui s'est concrétisé par un « investissement » public de la Banque d'Espagne qui atteint aujourd'hui 65 milliards d'euros. Sous une forme encore inaboutie, le 15-M réclamait une autre économie, un autre modèle de société et exigeait une nouvelle constitution. C'est là sa contribution majeure et la manifestation de son énergie créatrice basée sur l'activité de secteurs de masse. Le 15-M a gagné la sympathie de la majorité de la population excédée par l'austérité en vigueur depuis 2008 et par la sclérose politique du système.

Le 15-M s'est situé à l'écart de la totalité des partis et des syndicats inscrits dans le système et a ouvert la voie à une mobilisation populaire soutenue par divers secteurs (les fameuses « marées » dans l'éducation, la santé, chez les fonctionnaires, etc.), relativement en marge des bureaucraties et avec de nouvelles formes d'organisation et de coordination. Il a créé des expériences de désobéissance de masse d'un type nouveau, avec l'assemblée comme matrice organisationnelle, qui ont très vite débordé les organisations traditionnelles. À ce mouvement se sont joints des activistes écologistes et féministes et des secteurs de la jeunesse qui faisaient là leur première expérience.

Il faut souligner en particulier que le 15-M, par sa critique du régime mis en place en 1978, a rendu possible le débat sur la nécessité d'une rupture démocratique et l'ouverture d'un processus destituant/constituant qui, avec le temps, a conduit Anticapitalistas et d'autres secteurs à parler au pluriel, dans la mesure où c'est un ensemble de processus constituants qu'il fallait coordonner pour prendre en compte l'existence de la question nationale, et pas seulement la question constituante en général au niveau de l'État espagnol.

Mais le 15-M a également montré les limites d'un mouvement social sans expression politique et, concrètement, sans représentation électorale. En 2013 la situation politique était bloquée. Dans les secteurs mobilisés les plus avancés, le débat s'est engagé très vite sur la nécessité d'un outil politique. Alors que tout le monde a convenu qu'aucune force politique nouvelle ne pouvait s'arroger la représentation du mouvement du 15-M, il ne fait aucun doute que Podemos a bénéficié de l'esprit des Indignés.

Les dilemmes d'Anticapitalistas

Dans les mois qui ont précédé le lancement de Podemos, le débat dans les rangs d'Anticapitalistas sur « que faire ? » s'est concrétisé autour de trois positions.

Une première proposait de constituer un front des gauches ou une alliance tactique avec IU, dont les inconvénients étaient l'histoire récente avec la subordination d'IU au PSOE, aussi bien dans des accords pré-électoraux à l'échelle de l'État que dans l'expérience de co-gouvernement en Andalousie et dans de nombreuses municipalités, ainsi que son discrédit croissant dans la jeunesse de gauche.

Une autre proposait d'impulser un front d'organisations d'extrême-gauche, toutes de taille modeste sauf au Pays basque et, dans une moindre mesure en Catalogne, avec une faible implantation et des côtés sectaires, ce qui aurait supposé qu'Anticapitalistas se positionne en marge du large mouvement de radicalisation apparu avec le 15-M.

Une troisième, soutenue par la direction, proposait d'impulser une initiative d'un type nouveau, en considérant que les structures de la gauche existantes à ce moment-là étaient dans l'incapacité de faire le saut nécessaire pour donner à la lutte sociale une expression politique.

À l'opposé d'autres secteurs de gauche, Anticapitalistas, qui fut une des rares organisations qui n'a jamais eu de réticences vis-à-vis du 15-M, s'est positionnée la première quant à la nécessité et à la possibilité de créer quelque chose de nouveau, parce qu'elle considérait que cette initiative politique ne freinerait pas la mobilisation. Il est vrai qu'elle manifestait déjà des signes d'épuisement face aux blocages de l'État et à la récupération de certaines initiatives par les partis traditionnels qui commençaient à se départir de leur embarras et de leur paralysie initiale face à un mouvement de protestation aussi massif qu'inattendu. Tout au contraire, Anticapitalistas considérait urgent et possible de canaliser toute l'énergie surgie avec le 15-M vers une nouvelle bataille à même de débloquer une configuration politique qui, à l'évidence, cadennassait la situation. Il y avait incontestablement un grand potentiel sans représentation dans les domaines social et politique. De ce point de vue, Anticapitalistas s'est montrée très avisée et a eu l'audace tactique qui a permis d'impulser « l'initiative Podemos », dont la portée et la nature étaient d'une telle envergure qu'elle allait mettre à l'épreuve toutes les forces et les ressources de notre organisation.

Que se serait-il passé si Anticapitalistas ne l'avait pas fait ? Impossible de le savoir puisque cela ne s'est pas produit. Mais ce que nous savons, c'est que les groupes d'extrême-gauche qui se sont tenus à l'écart de Podemos se sont passés la corde du sectarisme au cou. Anticapitalistas aurait pu suivre cette voie, celle de l'insignifiance politique qu'ont connue la plupart des groupes qui sont « restés en dehors ». Elle n'aurait probablement pas décuplé ses forces militantes et n'aurait pas bénéficié de la large audience acquise par ses porte-parole. Elle n'aurait pas étendu sa présence à toutes les régions du pays. Elle n'aurait pas pu organiser des meetings politiques massifs aussi bien en présentiel qu'*on line*, comme elle l'a fait pendant la pandémie de la Covid-19. Aucune de ses propositions sur la question nationale ou sur les inégalités sociales n'aurait eu l'impact médiatique qu'elles ont suscité. Elle n'aurait pas pu imposer sa marque dans l'agenda politique de l'avant-garde tout comme elle n'aurait pas pu devenir une référence idéologique et politique pour les secteurs engagés les plus conscients. Elle n'aurait pas pu faire l'expérience de l'action qui a été menée en étant présente dans les institutions locales, régionales et européennes, contre la politique d'austérité et en faveur de la démocratie et des classes populaires. Il faut relever

ici que, très tôt, Pablo Iglesias et son équipe ont fait obstruction à la représentation des positions anticapitalistes au Parlement central par l'usage abusif de règlements antidémocratiques, et ces positions n'ont eu qu'une représentation limitée et pendant une seule législature.

Mais tout cela, et d'autres questions qui figurent à l'actif d'Anticapitalistas, ne doit pas occulter deux questions :

- 1) le fait, déjà mentionné, que le projet de Podemos s'est fracassé et que les thèses d'Anticapitalistas ont été mises en échec ;
- 2) le fait que des erreurs importantes ont été commises par Anticapitalistas qui ont facilité la victoire des positions défendues par Pablo Iglesias.

Il convient donc de rappeler/reconstruire d'un point de vue critique l'histoire de Podemos et faire le bilan des positions prises par Anticapitalistas pour avoir une vision d'ensemble et pouvoir comprendre également la décision qui vient d'être prise : celle de quitter Podemos et d'impulser Anticapitalistas comme nouveau sujet politique.

Le phénomène Podemos dans toute sa complexité

La première caractéristique de Podemos a été sa capacité à recueillir le sentiment d'indignation né de la crise de 2008, et la perception largement répandue qu'une minorité en a tiré profit du fait même qu'une majorité y a perdu, et beaucoup ; et que cette question sociale est intimement liée à la question démocratique. Pablo Iglesias, le 22 novembre 2014, dans sa période la plus radicale, alors que les sondages plaçaient Podemos en tête des forces politiques, usant d'un langage clairement populiste de gauche mais compatible avec les positions de la gauche révolutionnaire, affirmait :

La ligne de fracture oppose aujourd'hui ceux qui, comme nous, défendent la démocratie (...) et ceux qui sont du côté des élites, des banques, du marché ; il y a ceux d'en bas, et ceux d'en haut (...) une élite, et la majorité.

Une deuxième caractéristique singulière de cette organisation est le rôle éminent et déterminant qu'a joué une petite mais active organisation marxiste révolutionnaire, Anticapitalistas, dans la création et la première période de Podemos. Le document fondateur « convertir l'indignation en changement politique » tout comme le Programme électoral pour les élections au Parlement européen de 2014 reflètent, au-delà des compromis de langage logiques quand il s'agit que convergent différentes cultures, l'hégémonie des positions marxistes révolutionnaires dans les réunions et les assemblées de militants. La contribution d'Anticapitalistas s'est avérée indispensable de trois points de vue : donner une légitimité à la voie électorale pour la gauche sociale, fournir les premières ressources financières et mettre à la disposition du projet sa modeste structure organisationnelle en impulsant le développement des « cercles », en tant que structures de base, dans la presque totalité de l'État espagnol.

La troisième caractéristique est que Podemos, à l'origine, s'est avéré être un parti très largement ouvert à l'incorporation de courants divers de la gauche sociale, ce qui s'est

rapidement traduit par l'intégration de secteurs en rupture avec IU du fait de son incapacité à sortir de sa crise interne et à offrir des alternatives aux attentes d'une nouvelle génération d'activistes. Podemos a aussi suscité l'intérêt des mouvements sociaux dans les secteurs de l'écologie politique et du féminisme et de la génération des vingt ans tournant le dos à la politique.

Les conditions *sine qua non* pour que le projet de Podemos se développe et trouve son utilité étaient au nombre de trois : qu'il preserve la radicalité de son discours ; qu'il établisse des liens organiques stables avec les secteurs ouvriers et populaires les plus conscients et les plus combatifs ; et qu'il se donne des structures internes à caractère démocratique pour permettre le débat, la participation des adhérents aux décisions et la coexistence créative et fraternelle d'une large pluralité idéologique et politique présente dès l'origine. Cette pluralité concernait des aspects très divers avec un spectre de différences plus large que celui constitué par les trois composantes politiques principales, celle représentée par Pablo Iglesias, celle incarnée par Iñigo Errejón, et celle d'Anticapitalistas, dont les porte-parole les plus connus étaient Teresa Rodríguez et Miguel Urbán.

Dès le départ, Podemos s'est transformé en un champ de bataille interne opposant ses trois « âmes ». Celle représentée par le courant anticapitaliste – plus large que l'organisation qui l'animait – affirmait l'importance du programme et de l'organisation dans la construction collective du nouveau parti, ainsi que la nécessité d'impulser l'auto-organisation et la mobilisation sociale, l'implantation dans la population laborieuse et la combinaison de ces tâches avec une accumulation électorale et institutionnelle progressive qui devrait se mettre au service de ces objectifs dans une relation bidirectionnelle parti-peuple travailleur.

Face à cette problématique une alliance s'est constituée entre le secteur populiste de gauche d'Iñigo Errejón et le secteur de Pablo Iglesias lors de la première Assemblée citoyenne de Podemos connue sous le nom de Vista Alegre I – du nom du lieu où s'est tenu ce premier Congrès à l'échelle de l'ensemble de l'État. Cette alliance a donné naissance à une clique bureaucratique composée par deux fractions, constamment remodelée en fonction des rapports de forces internes, qui s'est donné pour mission le contrôle total de Podemos. À court terme, il s'agissait de faire échec aux positions marxistes révolutionnaires.

L'objectif spécifique de Pablo Iglesias était de s'imposer comme leader indiscutable bénéficiant d'une totale autonomie, sans expliciter de projet qui aille au-delà de l'objectif de surpasser électoralement le parti socialiste et de parvenir au pouvoir rapidement. Il n'a pas hésité pour cela à radicaliser ou à modérer son discours selon les circonstances. Il n'a présenté ni projet de société, ni programme de gouvernement, ni stratégie à suivre. Il ne s'est pas non plus prononcé sur les conditions et les mesures permettant de faire face aux attaques du capital. Les leçons de l'intervention de la Troïka en Grèce face à Syriza n'ont pas été tirées. La confusion classique des réformistes entre accéder au gouvernement et détenir le pouvoir s'est répétée une nouvelle fois, accompagnée de discours radicaux qui étaient en résonance avec les aspirations combatives du moment. Toute son action politique a eu pour but, avec des discours plus ou moins d'extrême-gauche, de s'affirmer comme un hyper leader, dans une imitation simpliste de l'expérience bolivarienne au Venezuela ; mais c'est aussi ce que l'on peut qualifier de relativisme programmatique qui permet, par un tour de passe-passe, de faire apparaître ou disparaître telle ou telle proposition selon son opportunité tactique, sans qu'elle ne soit aucunement reliée à un projet de société ni à une stratégie qui pourrait y conduire. L'hypothèse « stratégique » était : « Podemos est né pour gouverner ». Parvenir au pouvoir était donc une fin en soi.

Dans cette entreprise, Iglesias a trouvé au départ un allié très fonctionnel en la personne d'Errejón, qui se réclamait à l'époque des thèses d'Ernesto Laclau et Chantal Mouffe^[2], dans leur affirmation de l'autonomie totale du politique et la négation du rôle que jouent, pour les marxistes, les classes sociales et les conflits économiques dans le mode de production capitaliste. Ces considérations ont été développées dans les discours et dans les articles de presse, avec le foisonnement de considérations abstraites sur la construction du sujet « peuple » par le biais d'une assise électorale interclassiste, idéologiquement transversale, et avec un leader capable de mobiliser les aspirations du peuple. Cela passait par l'affirmation, entre autres, du caractère inopérant des catégories droite et gauche ou des analyses en termes de classe.

Errejón a théorisé la possibilité d'une victoire électorale rapide à laquelle tout devait être subordonné : efficacité versus démocratie, hiérarchie versus organismes de base, machine de guerre électorale (selon ses propres termes) versus parti de masse, participation plébiscitaire versus délibération démocratique. Après la première victoire interne de cette clique, les cercles de base ont été privés de leur capacité à prendre des décisions et l'élection des directions s'est faite en les tenant à l'écart, par le recours au vote *on line*, les participants étant inscrits via un formulaire sur le web. C'était la seule exigence pour devenir adhérent. Des élections sans débat et jouant sur la personnalisation. C'était l'antithèse d'un parti militant et d'un parti de masse organisé. Toute possibilité de contrôle et de révocation des dirigeants par la base y était déniée.

Ces conceptions n'ont suscité de débat théorique ou politique de qualité ni dans les milieux intellectuels, ni dans les milieux politiques, au-delà de minorités très impliquées soit dans la construction de Podemos, en faveur de l'une ou l'autre position, soit dans la défense de l'establishment bipartite. Les élections du Parlement espagnol en 2015 et 2016, si elles ont bien été marquées par un score important pour Podemos, n'ont toutefois pas permis le fameux *sorpasso*. La décrue électorale s'est amorcée et s'est accompagnée de la tentative de capter l'électorat en renonçant à toute forme de radicalité. Le « moment populiste », le concept laclaudien promu par Chantal Mouffe dans les pages du principal quotidien à l'échelle de l'État, *El País*, s'est réduit à une simple mode populiste. Les urnes ont réduit en cendres ces théorisations.

Lors du deuxième congrès, à Vista Alegre II, le courant d'Iglesias a pris un tournant à gauche et a écarté le courant d'Errejón. L'affrontement entre ces deux appareils bureaucratiques pour le contrôle du parti traduisait ce que nous avons énoncé, Jaime Pastor et moi-même, dans le titre d'un article « [Pablo Iglesias vs. Errejón : entre un eurocommunisme ressuscité et un néopopulisme centriste](#) ». Pour des auteurs comme [Emmanuel Rodríguez](#) l'affrontement était plutôt l'expression de l'idéologie et de la conception politique « podémistes » en tant que simple génération d'élite en conflit, et la réalisation des aspirations de la composante universitaire d'une classe moyenne sans avenir.

Le niveau de l'affrontement sectaire entre les deux fractions des ex-alliés, par voie de presse comme sur les réseaux sociaux, à la veille de la IIe Assemblée citoyenne, a fait craindre pour sa tenue. Malgré cette ambiance de totale folie, le Congrès a pu se tenir grâce à l'action et à la « bonne santé mentale » d'Anticapitalistas, comme a pu le souligner dans une [chronique](#) le journaliste Raúl Solís, peu suspect de proximité avec le marxisme-révolutionnaire, s'étonnant que l'extrême-gauche puisse adopter une attitude sensée (sic). Pendant quelques mois le tournant à gauche de Pablo Iglesias a été favorable à la politique d'Anticapitalistas. Mais Iglesias s'en est pris au pluralisme. Il a d'abord marginalisé Errejón, véritable épiméthée qui, réalisant tardivement le type de parti qu'il avait conçu et ce qui

germait dans la boîte de Pandore podémiste, a décidé de rompre par désaccord politique, mais surtout parce qu'il n'était plus possible de respirer dans une organisation sans démocratie. Dans la foulée, la mise en œuvre de mesures bureaucratiques a permis l'épuration d'Anticapitalistas.

Rapidement on a pu constater une évolution de Pablo Iglesias, avec des virages à droite et à gauche, revenant à ses idées eurocommunistes de jeunesse, se réclamant même de Santiago Carrillo, le dirigeant du Parti Communiste d'Espagne (PCE) qui, en compagnie d'Enrico Berlinguer du Parti Communiste Italien et de Georges Marchais du Parti Communiste Français, a été à l'origine de l'eurocommunisme, la « nouvelle façon », selon leurs propres termes, de pouvoir « accéder au pouvoir par la voie parlementaire » – ce qui n'était pas sans rappeler la « vieille formule expérimentée » de la social-démocratie allemande du début du XXe siècle –, et de concevoir le socialisme. Un terme qui a disparu du dictionnaire de Podemos.

Iglesias a commencé à valoriser les bienfaits de la Constitution espagnole, son rôle de bouclier social démocratique, comme si on pouvait la « découper en tranches » et que chacun de ses articles n'était pas connecté aux autres et ne répondait pas à une logique de légitimation du régime libéral post-franquiste. Sur cette question clé, il est passé, comme l'ont bien montré Jaime Pastor et d'autres dans de nombreux articles de *Viento Sur*, du rejet de la Constitution à sa réforme partielle « dans le cadre de ce qui est possible ».

Si Iglesias a repris dans ses discours l'attrait conceptuel de Laclau, il ne l'a pas fait à la manière d'un disciple appliqué mais plutôt dans la perspective d'en tirer profit.

Les théories du philosophe post-marxiste se mariaient bien avec la voie électorale de l'accession au pouvoir et avec le rôle prééminent d'Iglesias dans ce processus. L'invocation abstraite de la démocratie en tant que « la » clé pour transformer la société dans le cadre des institutions de la démocratie libérale – institutions qui ne sont pas remises en cause – conduit à l'incapacité propre au populisme de gauche et à l'eurocommunisme, à pouvoir gouverner en améliorant substantiellement et durablement les conditions de vie de la population dans une situation de crise, et encore moins à changer la société. Stathis Kouvelakis [critique à raison Laclau](#), dans *Viento Sur*, en expliquant que son concept de « démocratie radicale », qui exclut de rompre avec l'ordre socio-économique capitaliste et avec les principes de la démocratie libérale, suppose une auto-limitation. À l'opposé de ce que prétend le philosophe, il réaffirme que c'est la lutte de classes qui agit comme « agent de réification du sujet politique » et en aucun cas la « raison populiste ».

Dans chacun des scrutins suivants, y compris les élections de 2019 où Pablo Iglesias a dirigé l'alliance de Podemos avec IU, sous le sigle Unidas Podemos (UP), la perte de voix et de sièges est constante et accablante. L'influence et la présence dans les médias chutent. Podemos ne « marque » plus l'agenda politique ni les thèmes du débat public et le prestige de l'organisation – très élevé à sa création – chute de sondage en sondage. C'est alors que s'engage une quête désespérée d'espaces traditionnels de gauche et de centre gauche à la recherche d'un électorat défaillant. Il en va de même de Más País, la scission de Podemos dirigée par Iñigo Errejón.

Les erreurs et les limites d'Anticapitalistas

L'issue de l'opposition réformistes/révolutionnaires au sein de Podemos n'était pas acquise dès le départ. Au-delà des difficultés à développer une politique anticapitaliste dans et avec Podemos, de réelles possibilités s'ouvraient. Il fallait sortir de cette position confortable où se complaisent souvent les groupuscules et autres sectes de la gauche radicale qui confinent leur activité à l'auto-construction, à la dénonciation et aux injonctions visant les autres forces politiques, et à une pratique propagandiste sans volonté ni capacité à définir des projets politiques pour et par l'action de masses. Anticapitalistas s'est engagée résolument, a fait preuve d'audace et a déployé son potentiel programmatique et tactique.

C'était un travail herculéen. Il fallait créer à partir de rien un parti de masse dans une situation de crise sociale, mais marquée par une culture et des traditions de militantisme organisé limitées, et dans un cadre de crise du régime politique, avec la désaffection de la jeunesse et l'ampleur du conflit opposant la Catalogne à l'État central, mais avec les appareils de l'État post-franquiste intacts, sans fissures. À cela s'ajoutait une crise du bipartisme qui provoquait une situation d'ingouvernabilité, avec en outre un parti socialiste « stabilisateur » qui conservait la confiance érodée mais majoritaire du peuple de gauche.

Dans ces conditions la construction de l'alternative était une mission difficile. Les mêmes facteurs qui expliquent la fenêtre d'opportunité ouverte à la construction de Podemos, pouvaient aussi constituer son talon d'Achille comme, par exemple, les années de destruction et de recul de la conscience du mouvement ouvrier et d'effondrement de la gauche politique réformiste et révolutionnaire. Par-dessus tout, la crise de « l'ensemble de la nation en tant que telle » n'était pas encore advenue. Tout cela rendait objectivement difficile le succès du projet d'Anticapitalistas de faire de Podemos un levier pour l'émancipation.

Il faut néanmoins, au-delà des difficultés objectives, relever certaines erreurs qu'a commises Anticapitalistas. La première fut d'accepter de fait le cadre étroit que la clique dirigeante a imposé - en secret et par un certain nombre de manœuvres - avec l'adoption officielle de statuts antidémocratiques et hiérarchiques qui concédaient à l'équipe d'Iglesias la représentation juridique de Podemos. Cela a conduit à la tentative d'effacer le rôle d'Anticapitalistas comme sujet politique fondateur de Podemos et à présenter ses militants comme des conspirateurs extérieurs, des « entristes » et des adversaires du projet (sic !) dont ils s'attribuaient la paternité. Que l'on se souvienne de l'image du meeting avec Lénine et Trotsky qui a été censurée et modifiée sur ordre de Staline en faisant disparaître Trotsky par un tour de magie noire photographique, pour en effacer la mémoire et s'approprier la révolution. C'est quelque chose d'équivalent qui s'est produit dans Podemos. Comment qualifier cette erreur d'Anticapitalistas ? Il faut le reconnaître aujourd'hui, c'était faire preuve d'une confiance ingénue et irresponsable.

Il y a également eu une estimation volontariste de la capacité d'action des modestes forces militantes organisées. Il ne s'agissait pas tant de la capacité à vertébrer la réponse spontanée et massive des activistes que de faire face à l'hyper-leadership acquis (et fomenté) dans les médias entre le « leader charismatique » et « les masses » alors qu'il n'y avait pas de processus de politisation profonde, de formation de cadres dirigeants, de structuration systématique des militants et de relation organique avec de larges secteurs du peuple de gauche, mais qu'il existait bien un profond sentiment de la nécessité de changement et de voir apparaître de nouvelles directions et de nouvelles figures. C'est un élément clé qui a conduit au niveau d'autonomie acquis par Pablo Iglesias en tant que

Secrétaire général – qui est élu en dehors du reste de la direction, dans un véritable vote plébiscitaire – et lui a permis d'imposer sa dynamique à Podemos, d'écarter toute proposition de structuration démocratique et de justifier la multiplication des embardées politiques en fonction de ses intérêts du moment.

Ce néo-caudillisme dans l'État espagnol s'inspirait idéologiquement, politiquement et organisationnellement, des expériences populistes latino-américaines aujourd'hui sur le déclin, mais la direction de Podemos en a justifié la nécessité « conjoncturelle » et « instrumentale » – en feignant de la faire à son détriment – selon le mantra qui affirme sa convenance et son opportunité face à « la logique électorale et communicationnelle dans la société du XXI^e siècle ». Cette question, liée à la précédente et qu'Anticapitalistas n'a pas non plus détectée à temps, est que ce caudillisme a été très bien reçu par des secteurs procédant d'expériences post-staliniennes et les secteurs les moins politisés qui ont accepté de bon gré la hiérarchisation de l'organisation, en venant même, pour nombre d'entre eux, à s'auto-désigner par le terme de « soldats ».

Le processus rapide de bureaucratisation a été favorisé par le fait que certains activistes de gauche des mouvements sociaux, à la conscience politique superficielle, ont d'abord regardé Podemos de haut et le secteur anticapitaliste n'a pas pu compter sur leur aide dans un moment crucial. Aveuglés ensuite par les succès électoraux du nouveau parti, comme des moucherons attirés par la lumière, ils s'en sont rapprochés, mais trop tard pour changer l'organisation d'un point de vue démocratique. Sans boussole politique, il se sont accommodés de cette situation quand d'autres ont simplement visé des postes dans les espaces institutionnels, la majorité d'entre eux abandonnant Podemos de même qu'une grande partie de ceux qui s'étaient affiliés.

Anticapitalistas a commis une erreur au Congrès fondateur de Vista Alegre I. Comme le cadre du débat s'est centré sur le modèle organisationnel, elle a concentré ses efforts presque exclusivement sur la réponse à donner à la question démocratique interne – une question, certes, tout à fait importante – mais sans mener bataille avec suffisamment d'énergie pour un projet politique, ce qui aurait permis d'agréger autour d'Anticapitalistas les courants de radicalisation existants. Il faut donc, pour l'avenir, en tirer la leçon qu'établir un lien entre le projet politique et le projet de société éco-socialiste et féministe est la condition sine qua non pour construire les regroupements politiques stratégiques qui doivent se fixer un horizon de société post-capitaliste.

La tâche était certes herculéenne d'autant plus qu'Anticapitalistas avait non seulement des effectifs réduits, mais également un déficit dans son implantation sociale et, plus grave encore, dans son degré de cohésion politique à l'heure de se lancer dans le projet que défendait la direction du parti. Il y a eu des départs d'un courant moins audacieux, plus sectaire et plus gauchiste qui s'est réduit à rien en peu de temps. D'autres départs se sont produits sur la droite, de militants qui ont réduit leurs attentes à la voie électoraliste et ont cessé de considérer nécessaire l'existence de l'organisation marxiste révolutionnaire alors qu'il en existait une plus large.

La direction d'Anticapitalistas a fait une bonne lecture de la conjoncture qui conduisait à la conclusion qu'il fallait créer Podemos, mais pas des conditions politiques nécessaires pour aborder ce « saut ». On peut en retenir pour leçon, en pensant aux tâches de l'après Podemos, qu'il est nécessaire de compter sur une importante préparation idéologique et stratégique du parti avant de prendre des décisions de cette envergure. Comme on ne peut pas deviner par magie ni prédire scientifiquement les situations où vont se présenter de nouvelles fenêtres d'opportunités qui permettent des sauts qualitatifs, il est impératif de

créer consciemment et de façon planifiée une cohésion interne du parti, supérieure à celle qui résulte d'un processus spontané et routinier. Ce doit être une tâche centrale permanente, qui sera d'une grande utilité pour agir à l'unisson, disposer de cadres et de militants préparés sur le plan idéologique, avec une pensée stratégique, une habileté tactique et une créativité organisationnelle qui lui permettent de transformer les possibilités en points forts et en réalisations.

Les raisons d'un départ, nous nous retrouverons dans les luttes

Comme l'explique Raúl Camargo dans une [entrevue](#) publiée dans *Viento Sur*, les raisons de fond de la sortie d'Anticapitalistas de Podemos sont doubles. Il y a d'abord l'inexistence d'une vie interne démocratique dans une organisation dont les organismes se réunissent rarement et ne délibèrent pas, le non-respect et la règle de proportionnalité dans l'élection des postes de direction interne et dans les candidatures aux élections décidées par le Secrétaire général, toutes choses qui interdisent le développement d'une vie organique pluraliste. Par ailleurs le processus d'acceptation du cadre institutionnel du régime de 1978 et l'adaptation flexible à l'économie de marché de l'équipe d'Iglesias se sont accompagnés d'un rapprochement avec le PSOE qui a culminé dans la formation d'un gouvernement commun où Unidas Podemos[3] (UP) joue un rôle secondaire et subordonné. C'est un gouvernement dont la politique économique et sociale est déterminée par les limites qu'impose en permanence la Commission européenne, le Conseil, l'Eurogroupe ou la BCE. Dans l'expérience encore brève de ce supposé « gouvernement de progrès », UP a fait des concessions en série, en renonçant même à des éléments du programme commun conclu avec le PSOE, et a consenti en silence des reculs politiques et des choix économiques importants.

Roger Martelli et Samy Johsua [soulignent](#) à juste titre qu'il ne sert pas à grand-chose de regrouper le « peuple » – ni même, pourrait-on ajouter, d'avoir une présence électorale ou de faire partie d'un gouvernement – si ce n'est pas autour d'un projet qui mette fin à son aliénation. Cela signifie revenir à des catégories comme classe sociale, exploitation, majorité sociale en tant qu'agrégat de la classe travailleuse et de tous les secteurs sociaux qui ont des comptes à régler avec le système, nouveau bloc hégémonique, autrement dit le peuple en tant que sujet politique réel antagoniste et candidat au pouvoir dans toutes ses dimensions et pas seulement quelques postes ministériels secondaires dans un gouvernement sans pouvoir.

Podemos s'est transformé en un appareil électoraliste plébiscitaire qui, s'il est bien la représentation d'une partie de la gauche, quoique sous une forme qui s'étirole, est un obstacle au développement de l'auto-organisation populaire. C'est dû d'abord à ce que sa direction a réduit la lutte politique au strict domaine des institutions, mais également à ce qu'il maintient une relation instrumentaliste avec les organisations sociales. Cela s'accorde et s'avère fonctionnel avec l'orientation d'Iglesias en matière de gouvernement, où il s'agit de « gouverner à tout prix » pour s'insérer dans la structure de gestion progressiste de l'appareil d'État, en limitant l'agenda de travail à des critères possibilistes, en renonçant à se fixer comme objectif la transformation du système politique, économique et social, et en assumant en permanence la logique du « moindre mal », comme on peut le constater aujourd'hui dans la question de la crise sociale post-Covid 19.

En résumé, la radiographie actuelle de Podemos est celle d'un parti hiérarchisé dont les organes de direction sont inertes, et leur fonction assurée par le groupe parlementaire et les membres du gouvernement, un parti qui a perdu la quasi-totalité de sa base militante – celle qui l'avait rejoint à l'origine – et qui a réduit son activité politique à la présence institutionnelle dépourvue de toute idée et proposition transformatrices. Son principal objet de réflexion se réduit à sa place dans la structure étatique et à ses propres avatars. C'est un parti qui, selon la classification établie par Antonio Gramsci dans ses *Notes sur Machiavel*^[4], se consacre à la « petite politique », aux « questions partielles et quotidiennes, qui se posent ». Il a abandonné la « grande politique », celle qui, réellement, « traite des questions de l'État et des transformations sociales ». Il a commis l'erreur – sur laquelle Gramsci attirait l'attention – qui fait de « tout élément de la petite politique » une « question de grande politique ».

Tout cela n'est pas bon. La situation politique n'est pas favorable aux positions de gauche. Elle présente de grandes difficultés et de grands défis en l'absence de la médiation d'un parti de masse. Mais ce constat ne doit pas cacher les aspects positifs que nous avons évoqués et le fait qu'Anticapitalistas a mené à bien cette expérience. Cela permet à l'organisation marxiste révolutionnaire de continuer à jouer, comme le souligne Brais Fernández, un rôle actif dans la crise du régime de 1978. Il lui faudra donc impulser de nouvelles alliances politiques et sociales contre les politiques d'austérité, continuer à travailler à la création de nouveaux regroupements pour affronter les politiques néolibérales – des regroupements qui aient une influence de masse, comme c'est le cas d'Adelante Andalucía –, promouvoir l'organisation de luttes syndicales, sociales, écologiques, féministes, de la jeunesse, en défense des biens publics, et être un référent idéologique et culturel dans les débats actuels pour définir un nouveau projet éco-féministe et social.

Manuel Garí est membre de la direction d'Anticapitalistas.

Traduit par Robert March.

Notes

^[1] L'organisation Anticapitalistas s'est d'abord appelée Izquierda Anticapitalista (IA) – Gauche Anticapitaliste –, nom sous lequel elle a participé au processus de création de Podemos en 2013 et 2014. Du fait qu'il y a une continuité politique et organisationnelle totale entre ces deux appellations, j'utilise par facilité le seul nom Anticapitalistas tout au long de cet article, ce qui devrait en faciliter la lecture. Pour avoir un point de vue plus complet sur ce changement formel on peut se reporter à [cet article](#).

^[2] Soudain, pour une brève période, les rayons des libraires ont été envahis par les œuvres de Laclau – notamment *La Raison populiste* –, de Laclau et Mouffe – *Hégémonie et stratégie socialiste. Vers une politique démocratique radicale*, entre autres –, ou, de Mouffe et Errejón – *Construire un peuple : Pour une radicalisation de la démocratie* –, Je ne sais pas s'ils ont trouvé leur public.

^[3] Unidas Podemos (UP) est le nom de la coalition de Gauche unie et de Podemos, qui compte actuellement cinq ministres dans le gouvernement de coalition avec le parti

[4] A. Gramsci, *Notes sur Machiavel, sur la politique et sur le Prince moderne* (Cahiers 13, 14, 15).